



## Bulletin de la Sabix

Société des amis de la Bibliothèque et de l'Histoire de  
l'École polytechnique

**42 | 2008**

**Regards sur l'École polytechnique au XIX<sup>e</sup> siècle**

---

# Portrait d'un dreyfusard : Gaston Moch, combattant de la paix

Paul-Henri Bourrelier

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/sabix/120>

ISSN : 2114-2130

### Éditeur

Société des amis de la bibliothèque et de l'histoire de l'École polytechnique (SABIX)

### Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2008

Pagination : 75-91

ISBN : ISSN N° 2114-2130

ISSN : 0989-30-59

### Référence électronique

Paul-Henri Bourrelier, « Portrait d'un dreyfusard : Gaston Moch, combattant de la paix », *Bulletin de la Sabix* [En ligne], 42 | 2008, mis en ligne le 27 août 2009, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/sabix/120>

---

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© SABIX

---

# Portrait d'un dreyfusard : Gaston Moch, combattant de la paix

Paul-Henri Bourrelier

---

Portrait de Gaston Moch par Félix Vallotton (1865-1925), paru dans La Revue Blanche



- 1 Le nom de Moch est connu grâce à Jules Moch (X1912), l'homme politique socialiste. Pourtant il forme avec son grand-père, colonel aux débuts de la République, et son père, technicien aux vues prémonitoires et éminent pacifiste, une lignée qui éclaire remarquablement l'histoire de France sur un siècle.
- 2 Il sera ici question surtout de Gaston Moch (1859-1935, X1878), polytechnicien de la promotion du capitaine Dreyfus qui a été le seul de ses camarades à prendre publiquement sa défense. Cette marque de courage, sa compétence technique, son anticipation de ce que serait la guerre moderne, sa vision européenne, son combat pacifiste, tout cela mérite d'être préservé dans la mémoire collective<sup>1</sup>.

## Les années militaires de Jules et de Gaston Moch

- 3 Gaston Moch est le petit-fils d'un sergent du Premier Empire qui s'est installé comme négociant à Saarlouis. Son père, Jules (1829-1881), fait ses études au lycée de Metz, s'engage à vingt ans en 1849 et devient diplômé de l'Ecole impériale de Saint-Cyr. Lieutenant instructeur à l'Ecole, il se marie en 1858 avec Emma Levi, fille du rabbin de Giessen dans le Grand Duché de Hesse, qui lui apporte une dot appréciable et met au monde un fils et une fille <sup>2</sup>.
- 4 Jules Moch participe aux campagnes de Crimée et de Syrie, et à l'occupation de Rome, gravissant les échelons jusqu'au grade de commandant qui lui est décerné le 15 juillet 1870, le jour de la déclaration de guerre. A la tête de son bataillon, il s'illustre en tirant les derniers coups de fusil à Sedan, est fait prisonnier avec toute l'armée, est interné en Allemagne à Giessen, la ville où il s'est marié treize ans auparavant, puis à Darmstadt. Il rentre en France en mars 1871 après l'armistice, trop tard pour rejoindre le camp versaillais, et est récompensé de sa conduite par la décoration de la légion d'honneur.
- 5 Sa confession juive, ses origines allemandes et celles de sa femme, n'entravent nullement la suite d'une carrière brillante puisqu'il accède aux grades de lieutenant colonel en 1875 et de colonel, à cinquante et un ans, en 1880 <sup>3</sup>. Examineur à Saint-Cyr (premier Juif à occuper cette fonction), vice-président du club des officiers dont il est un des fondateurs, officier d'académie et arborant plusieurs décorations étrangères, il est l'auteur de nombreux articles sur la réorganisation de l'armée publiés par la *Revue du Cercle militaire*.
- 6 Il avait toutes chances de devenir général lorsqu'il décède subitement à Paris le 8 août 1881. Zadoc Kahn, grand Rabbin de France, prononce une oraison funèbre où il salue en lui un « enfant fidèle du judaïsme en même temps qu'un serviteur dévoué de la France » et le dépeint comme une « protestation vivante contre ces injustes préjugés et de ces réserves odieuses, heureusement inconnus de notre généreuse France, mais qu'on voudrait bien faire revivre dans des pays qui prétendent marcher à la tête de la civilisation »<sup>4</sup>.
- 7 Gaston, né à Saint-Cyr le 6 mars 1859, fait sa scolarité au lycée Charlemagne. Il bénéficie d'une bourse pour préparer le concours de l'Ecole Polytechnique, les revenus de son père – une solde de 6000 francs à laquelle s'ajoute 2000 francs de rentes – étant modestes. Il se déclare de religion catholique<sup>5</sup>.
- 8 Il est bien noté à l'école d'application : « bonne taille, physionomie très intelligente et très énergique, voix bien timbrée, s'exprime remarquablement bien. Devra faire un excellent officier », où on regrette seulement qu'il monte mal à cheval, mais où on apprécie sa maîtrise des langues allemande et anglaise et ses capacités un peu moindre en italien. Il est nommé en 1888 auprès de la Commission d'expériences de la marine. En août 1890 il devient adjoint à la section technique de l'artillerie du ministère de la Guerre.
- 9 En quelques années, il se signale comme l'auteur de nombreuses brochures, éditées par Berger-Levrault, maison strasbourgeoise repliée en France : *Des canons à fil d'acier*, *Expériences américaines sur le fretage des bouches à feu*, *Notes sur le canon de campagne de l'avenir*, *L'artillerie de l'avenir et les nouvelles poudres*, *La poudre sans fumée et la Tactique*, *Vue générale de l'artillerie actuelle*.
- 10 Il se marie en février 1891 avec Rebecca Alise Pontremoli <sup>6</sup>, fille d'un industriel de la très bonne société juive parisienne ; orpheline, elle habite avec son frère, avocat à la Cour

d'appel, 129 avenue des Champs Élysées. Sa dot, d'un million de francs environ placés en bons sur le Trésor français, est des plus respectables et assure au couple plus de trente mille francs de rentes, de quoi être indépendant.

- 11 En février 1893, dans un article de la *Revue bleue* <sup>7</sup>, « La prochaine guerre », Gaston Moch s'adresse, sous le pseudonyme de *Patiens*, à un auditoire non spécialisé pour combattre l'idée courante selon laquelle une guerre entre deux grandes puissances militaires modernes serait brève. Il soutient au contraire qu'après un premier choc qui serait terrible pour des soldats non professionnels, le conflit se prolongerait jusqu'à l'épuisement de l'un des deux adversaires.
- 12 Ardent patriote français, attaché cependant à ses origines, convaincu que la guerre serait un désastre, Gaston Moch fait alors campagne pour une réconciliation franco-allemande.
- 13 Il présente en 1893 sa démission de l'armée qui est acceptée par une décision présidentielle datée du 5 juin 1894<sup>8</sup>. Cette année-là, sa notation, plus élogieuse que jamais, contient un conseil discret qui est loin d'être dissuasif : « Esprit hardi, écrivain brillant. Pourra se faire une place à part s'il utilise judicieusement ses dons naturels très remarquables ».
- 14 Il poursuit ses publications sur les questions militaires, mais, mettant ses pas dans ceux de son père, il leur donne une autre dimension, celle de l'organisation des forces armées : dans deux ouvrages : *La Défense nationale et la défense des côtes* (1894) et *La Défense des côtes et la marine* (1895), démontrant que la division traditionnelle entre le ministère de la Guerre et celui de la Marine crée une faiblesse structurelle, il propose le regroupement des forces françaises sous une seule autorité <sup>9</sup>. Suit une troisième brochure : *Artillerie et budget* (1897).
- 15 Son activité, ses audaces et son impunité, seraient incompréhensibles si on ne disposait pas d'une révélation qu'il fera dans une brochure publiée en 1935, l'année de sa mort :  

Alors que j'étais lieutenant d'artillerie, j'eus la chance de mener à bonne fin une étude technique depuis longtemps restée en suspens. Ce travail, joint à ma connaissance de plusieurs langues, me valut d'être affecté pendant six ans à des services spéciaux où j'eus l'occasion d'apprendre bien des choses intéressantes sur les armements des divers pays.  
 (Gaston Moch, *Comment se fera le désarmement : chimères et réalités*, 1935)
- 16 Autrement dit, Gaston Moch a été un agent de renseignement attaché à la direction de l'artillerie qui l'a autorisé, et probablement encouragé, à publier et à participer à des congrès internationaux où il fréquente les experts étrangers des grandes firmes productrices d'armes nouvelles. Son expertise sert les efforts que fait l'armée française pour se hisser à la pointe de la technologie, corrigeant un retard qui lui avait été fatal au cours de la guerre précédente. La diffusion de ses brochures techniques se comprend dans le contexte de la compétition internationale vers des armements de plus en plus destructeurs, avec ses besoins de formation et ses manœuvres d'intoxication réciproque ; mais aussi, à l'intérieur du pays, dans la lutte, alors acharnée au sein de l'armée, entre les partisans d'une modernisation et les militaires sans formation technique<sup>10</sup>.
- 17 La direction de l'artillerie, qui avait autorisé la diffusion de ses brochures techniques, ne pouvait manquer d'apprécier ses thèses sur le regroupement des armes, et l'alarme qu'il a lancée sur le caractère terrifiant des moyens modernes de destruction a pu être un message partagé avec d'autres militaires de sa hiérarchie. Gaston Moch était lié par des engagements de secret, au moins implicites, qu'il respectera toute sa vie, même et surtout vis-à-vis de ses proches. On sait qu'une fois entré dans un réseau de renseignement, on ne

le quitte jamais tout à fait surtout si l'on peut encore avoir des informations utiles à transmettre <sup>11</sup>.

## Camarade de promotion d'Alfred Dreyfus

- 18 Alfred Dreyfus et Gaston Moch, admis à l'Ecole polytechnique en 1878<sup>12</sup>, en sont sortis comme ils y sont entrés, sans éclat puisque classés dans la seconde moitié de leur promotion ; comme cent trois de leurs camarades – sur deux cent vingt-six – ils choisissent de faire carrière dans l'artillerie, arme technique par excellence.
- 19 La comparaison des carrières des deux jeunes polytechniciens juifs, conservant des relations familiales en Allemagne, est saisissante : Moch, introduit au sérail par son père, converti par convenance, franc-maçon, a trouvé auprès de la direction de l'artillerie une protection qui lui a permis de prendre des positions dont l'audace aurait dû l'exposer aux pires attaques. Dreyfus, esprit conventionnel, confiant jusqu'à la naïveté, s'est engagé dans le guépier d'un Etat-major nouvellement créé pour sortir l'organisation militaire française des ornières, mais sous les ordres d'un chef dépourvu de charisme, noyauté par des officiers sortis du rang, antisémites et hostiles aux diplômés.
- 20 Moch est encore en activité lors du premier procès de Dreyfus – « que je sais pourtant innocent et cela depuis sa condamnation », écrira-t-il à un de ses correspondants pacifistes le 22 mars 1898. Connaissant le fonctionnement de l'armée, l'antisémitisme de certaines chapelles et le genre d'informations susceptibles d'intéresser les services allemands de renseignement, il dispose de toutes les clés pour comprendre qu'il y a une erreur et que son camarade ne peut avoir commis le crime de trahison dont on l'accuse.
- 21 Il se joint au mouvement pour la révision lorsque celui-ci prend force : Lucien Herr l'inscrit en décembre 1897 sur la liste d'une trentaine de personnalités susceptibles de signer une pétition : il y est le seul militaire de formation. Fin janvier 1898, il appose sa signature sur une des dernières listes de la seconde protestation de *L'Aurore*. Il publie des articles dénonçant les irrégularités du procès dans *L'Indépendance belge* dont vient de prendre le contrôle avec des amis pacifistes, subissant des attaques et une menace d'interdiction d'entrée du journal en France. Il interpelle ses correspondants allemands, reprochant à leur gouvernement de ne pas intervenir, et mobilise le journal danois *Politikken*<sup>13</sup>.
- 22 Prudence ou pied de nez aux militaristes, il publie un livre pour rappeler les faits d'armes de son père à Sedan, se distinguant des chefs de l'armée – responsables de la défaite comme le rappellent Zola, Clemenceau et de jeunes dreyfusards polémistes.
- 23 Seul des cent deux artilleurs de sa promotion à manifester sa solidarité avec Dreyfus, il témoigne devant la Cour de cassation le 10 janvier 1899. Après avoir dit qu'il lui paraissait exclu, en raison des grossières erreurs de terminologie qui y figurent, qu'un artilleur soit l'auteur du bordereau, il décrit sommairement ses fonctions de renseignement : « Les officiers chargés de ce service ont à dépouiller toutes les publications françaises ou étrangères relatives à l'artillerie et il arrive fréquemment qu'on leur soumette de documents confidentiels venus de l'étranger ». Précisant qu'« en ce qui concerne la valeur du renseignement, la question peut être considérée du point de vue technique ou du point de vue tactique », il démontre avec autorité que seuls des détails peuvent rester secrets sur le premier, d'autres pays ayant mis au point des armes comparables, et que tout est connu sur le second. Cette déposition est subtile car elle exonère Dreyfus, sans

dévoiler que les ambitions françaises s'étaient reportées du canon de 120, que mentionnaient les pièces de l'accusation, véritable leurre, au canon de 75. Les membres de la Cour ont pu comprendre à mi-mots sans pousser trop loin leur curiosité <sup>14</sup>.

- 24 Moch assiste au procès de Rennes en 1899 et y prend des photographies, mais il n'est pas appelé à témoigner, le colonel Sébert et le commandant Hartmann, officiers supérieurs issus de Polytechnique (promotions 1858 et 1872) s'étant chargés de démontrer minutieusement l'inanité des arguments techniques de l'état-major. Fonds-Lamothe, de la promotion précédant celle de Dreyfus, condisciple de celui-ci à l'Ecole de guerre, dépose aussi en sa faveur. Un autre polytechnicien, le commandant de l'artillerie Emile Mayer (promotion 1871), a été mis d'office en inactivité pour avoir proposé une réforme de la justice militaire. Mais, globalement la solidarité polytechnicienne s'est effacée devant la discipline de corps et, peut-être, les obligations de secret sur les armements que les membres du tribunal, officiers non techniciens, ignoraient <sup>15</sup>.
- 25 Gaston Moch, qui avait échangé des lettres avec Dreyfus<sup>16</sup>, le reverra avec une émotion partagée lorsque celui-ci aura recouvré la liberté. Approuvant son combat pour la réhabilitation <sup>17</sup> il lui communiquera, trois ans plus tard, des informations sur les progrès de l'enquête de la Cour de cassation. Leurs épouses se fréquenteront. Les *Carnets* de Dreyfus portent la trace de leur amitié.

## L'Armée d'une démocratie

- 26 En novembre 1898, sous la pression du Sénat, Freycinet, ministre de la Guerre <sup>18</sup>, engage des poursuites contre Alexandre Natanson, éditeur, et Urbain Gohier, auteur de *L'Armée contre la nation*. La *Revue Blanche* qui a publié cet ouvrage, dénonciation en règle de l'incompétence et des turpitudes de certains officiers, est l'organe des intellectuels, artistes et écrivains, anarchistes et socialistes, militant dans le camp dreyfusard. Editorialiste à *L'Aurore* aux côtés de Georges Clemenceau, pamphlétaire révolutionnaires, patriote antimilitariste, Gohier avait publié l'année précédente chez Stock une brochure, *L'Armée Nouvelle*, préconisant un système de milice populaire, et en juillet dans les pages de la *Revue Blanche* « L'armée de Condé », un pamphlet dénonçant la présence massive dans l'armée des descendants des émigrés qui avaient pris les armes contre la France révolutionnaire.
- 27 Après s'être adressé à Jaurès qui n'obtint pas l'autorisation nécessaire, Gohier confie sa défense à Albert Clemenceau, le jeune frère de l'homme politique, qui avait brillamment plaidé pour Zola. La direction de la *Revue Blanche*, quant à elle, entend valider la proposition de Gohier, la rendre présentable politiquement, équilibrer les critiques par des propositions positives <sup>19</sup>.
- 28 Car au-delà de la défense du condamné et du combat contre l'antisémitisme, elle a perçu que l'affaire Dreyfus pose la question de l'armée, de sa place dans la démocratie, de son rôle par rapport à la paix. Pour cela, le recours à l'expert qu'est Gaston Moch s'impose.
- 29 Moch livre une série d'articles sous un titre d'appel : « La réduction du service militaire », avec des sous-titres en marge. Le style de cette analyse du système militaire est sec et objectif, comme les traités de logique de Benda, issu lui aussi d'une grande école d'ingénieurs et se différencie des analyses vibrantes de Blum et de Péguy qui voisinent dans la revue. Débutant par l'étude du « rôle de l'armée dans la nation », il écarte la fonction de conquête dont la barbarie n'est plus soutenable, et minimise les missions de

maintien de l'ordre et d'éducation pour lesquelles l'armée n'est que supplétive : « Le régiment éducateur est une erreur pédagogique, comme le soldat laboureur est une erreur économique. Que le soldat, à la caserne ne soit que soldat : il y a temps pour tout. ». Moch ne se départit de sa froideur que lorsqu'il traite de l'esprit militaire :

En somme, cet esprit militaire, dans lequel certains voient le salut du pays, est un esprit de caste, reposant parfois sur des idées très futiles, et présentant de nombreux et graves dangers. Si cette séparation morale entre l'armée et la nation existait encore, il faudrait viser à la faire disparaître.

L'esprit qui doit animer nos soldats, n'est qu'une des manifestations de l'esprit civique ; disons qu'il en est la forme militaire [...].

Or, ce sentiment, encore une fois, les hommes doivent en être imbus depuis longtemps au moment où on les incorpore. C'est pendant leur enfance qu'il doit leur être inculqué. Un peuple qui ne parviendrait pas à ce résultat devrait renoncer à être jamais digne de la liberté.

- 30 Les parties suivantes portent sur « l'organisation militaire démocratique », la durée du service et l'instruction militaire. Moch démontre que la loi qui fixe la durée du service à trois ans est tournée par l'octroi de dérogations erratiques et multiplie les emplois parasites. Selon lui, la durée doit correspondre au minimum nécessaire à l'instruction compte tenu du grade et de l'arme. Un service de deux ans, alors à l'étude, ne constituerait qu'une étape, d'un an lui paraît invraisemblable et hybride. Il préconise donc une *armée soigneusement instruite et préparée à tous égards en vue de la défense nationale, et dans laquelle la durée du service militaire est réduite, pour chaque arme ou service, au minimum nécessaire et suffisant pour assurer cette préparation*, qu'il baptise milice.

- 31 Avant l'ouverture du procès en mars 1899, Moch a donc reformaté la proposition de l'antimilitariste Gohier, auquel il se réfère dans une note de bas de page <sup>20</sup>, concluant en technicien et homme d'ordre :

La seule organisation de ce genre actuellement existante est celle de l'armée suisse [...].

Les autres pays qui ne sacrifient pas toutes leurs forces vives au militarisme possèdent, soit des armées permanentes peu nombreuses et manquant de réserves suffisantes, soit des gardes nationales dépourvues de toute valeur militaire.

Ce n'est naturellement pas une semblable désorganisation de notre défense nationale que j'ai en vue, mais bien une organisation rationnelle, fondée sur les principes qui font la force incontestée de l'armée suisse : Il serait absolument injuste de prétendre que je préconise la résurrection de la défunte garde nationale ou la création de quelque chose d'analogue.

- 32 Le procès de *L'Armée contre la nation* se termine par un acquittement. Dans les mois suivants, Moch regroupe ses articles en un ouvrage auquel il donne un beau titre, *L'Armée d'une démocratie*. La *Revue Blanche* publie en même temps le nouveau livre polémique de Gohier : *Les Prétoriens et la congrégation*. Moch et Gohier se trouvent ainsi côte à côte, sur ses placards publicitaires. Léon Blum fait l'éloge des deux livres dans le numéro du 15 décembre 1899, sans relever le rapprochement novateur fait par Moch entre armée et démocratie. Une traduction du livre de Moch par Fried est publiée l'année suivante en Allemagne avec le soutien du parti social-démocrate dont le programme, présenté à la tribune du Reichstag par Bebel, s'en inspire.

- 33 Moch reprend sa démonstration dans le journal de Jaurès, *La Petite République*, en adaptant son argumentation à des lecteurs socialistes. Il y donne sa définition du patriotisme : « vouloir une patrie prospère et libre, respectée dans son indépendance et respectueuse de l'indépendance des autres » et propose comme objectif de disposer du « maximum de



puissance défensive au prix du minimum de charges militaires »<sup>21</sup>. Il fait une propagande intensive au cours de trente et une conférences, et les réunit dans un ouvrage, *La Réforme militaire, vive la Milice* publié par la *Société nouvelle de librairie et d'éditions* de Lucien Herr et Léon Blum qui refusent à Péguy une édition commune avec les *Cahiers de la quinzaine*.

- 34 Pourtant, le débat sur une vraie modernisation de l'armée est enterré avec la nomination de Galliffet, officier de cavalerie, qui s'empresse de déclarer clos « l'incident » de l'affaire Dreyfus. Le général André, polytechnicien, se contente après lui de procéder à des mutations pour mettre en place des officiers républicains<sup>22</sup>. Le capitaine Jibé, breveté d'état-major, publie en 1905 *L'Armée nouvelle- Ce qu'elle pense, ce qu'elle veut* ouvrage dans lequel il limite ses propositions à des réformes insignifiantes : même le pantalon restera rouge, ce qui le rend si seyant après les combats<sup>23</sup>.
- 35 Moch, qui a eu raison sur l'efficacité de la défensive bien conduite (la bataille de la Marne en sera une démonstration), croyait-il vraiment au système de milice difficile à concilier avec son diagnostic technique sur la puissance destructrice des armements modernes<sup>24</sup> ? Il n'y reviendra plus, et une lettre de justification bien postérieure (1927) laisse penser que son argumentation était surtout tactique : « Nous étions à ce moment en pleine Affaire Dreyfus, et quand on avait le malheur de crier : vive la République ! On était proprement assommé au cri de : Vive l'armée ! Il m'a amusé de lancer le cri de : Vive la milice ! Qui signifiait implicitement : à bas l'armée actuelle »<sup>25</sup>.

## Une réconciliation pour l'Alsace-Lorraine et l'Europe

- 36 Depuis plus de vingt ans, l'Alsace et une partie de la Lorraine subissent le régime allemand malgré les protestations renouvelées de leurs représentants. Les autorités françaises n'en disent mot, mais des publications et des enquêtes abordent la question de plus en plus librement au cours du temps.
- 37 Fernand de Dartein, né à Strasbourg en 1838, professeur d'architecture à l'Ecole polytechnique, publie, de 1889 à 1899, chez Armand Colin une série de brochures qu'il signe Heimweg<sup>26</sup> : *Le régime des passeports ; La question de l'Alsace ; Pensons-y et parlons-en ; La Triple alliance et l'Alsace ; L'Alsace et la paix ; Droit de conquête et plébiscite ; L'Allemagne, la France et l'Alsace*. Il analyse le blocage des deux parties qui se font face avec deux logiques inconciliables, essaie de déminer, montre que la paix en Europe est en balance, et affirme le principe selon lequel il revient aux populations de déterminer leur sort.
- 38 Gaston Moch, qui a été son élève, donne un nouveau souffle à sa campagne en publiant en 1894 chez Ollendorff, un « essai de politique positive », *L'Alsace-Lorraine devant l'Europe*, sous son pseudonyme de « Patiens ».
- J'espère qu'on m'épargnera l'accusation de manque de patriotisme. L'objet que je poursuis est bien le retour à la France de ses provinces perdues, mais le retour sans guerre nouvelle, seul garant d'une réconciliation sincère, de la réconciliation nécessaire avec l'Allemagne[...]. Vienne la guerre nous saurons la faire ! Mais, en attendant, qu'on nous permette, non de la fuir, mais de rechercher le moyen de l'éviter honorablement.
- 39 Comme Heimweg, il s'attache à démonter les prétentions allemandes, à étayer la thèse française et à décrire l'opposition irréductible des alsaciens à la germanisation. Il s'efforce aussi de contrer les idées fausses qui ont cours en Allemagne sur le caractère belliqueux des Français et sur les avantages de l'annexion. Avec qui les Français pourraient-il discuter et négocier ? Les dirigeants allemands sont arrogants, les sociaux-



démocrates, s'ils arrivaient au pouvoir, ne reviendraient pas sur l'annexion dont ils ont autrefois mis en doute le bien-fondé ; hostiles à la France, ils prêtent main forte aux manœuvres de l'Empereur en s'efforçant de saper l'alliance franco-russe par le canal de leurs camarades français ; ils n'envisagent nullement, souligne Moch, de lutter contre le militarisme de leur pays.

- 40 Moch écarte deux propositions qu'il qualifie de « boiteuses » : un échange avec une colonie — idée farfelue soutenue par de bons esprits comme Barrès qui montrent ainsi leur ignorance de l'esprit germanique — ou la transformation de l'Alsace-Lorraine en pays neutre sans réconciliation franco-allemande. Puisque ni la France ni l'Allemagne ne peuvent prendre l'initiative, c'est aux pays neutres qu'il revient d'intervenir en convoquant un congrès de toutes les nations d'Europe afin d'établir une paix en consultant les habitants. Si, comme il est probable, ceux-ci choisissaient le retour à la France, l'Allemagne percevrait une compensation financière, et les deux pays conviendraient d'une réduction des forces militaires stationnées dans une zone neutralisée et mettraient en place un système de traitement arbitral des litiges appuyant leur alliance économique<sup>27</sup>.
- 41 Franz Wirth, président de la Société de la paix de Francfort, défend, l'année suivante, le *statu quo* dans une brochure : *L'Alsace et la France*. Gaston Moch, parallèlement à Heimweg, fait paraître dans *L'Art et la vie*, la *Revue de Paris*, la *Revue bleue*, la *Revue internationale de sociologie* une réplique qui réfute point par point son argumentation ; il en fait tirer 85 000 exemplaires de propagande qu'il diffuse en France, 10 000 en traduction en Allemagne, d'autres en Italie. Dans cette nouvelle version, il insiste sur la nécessité d'une réconciliation sincère des deux pays, la consultation des populations et les modalités générales qui s'imposent en toute hypothèse : traité d'amitié, alliance militaire défensive. Il suggère la création à Strasbourg d'une université franco-allemande « destinée à rendre l'Alsace à sa mission naturelle d'intermédiaire et de trait d'union entre les deux grandes civilisations de l'Europe centrale ».
- 42 Les protestants français, « amis de la paix », n'apprécient pas les démarches de Moch qui bouscule le ronronnement des congrès, mais celui-ci convainc ses amis de mettre le sujet de l'Alsace-Lorraine sur la table. Il écrit, en 1895, une lettre publiée par *La Paix par le droit* dans laquelle il avance cinq principes : — la nationalité résulte d'une association volontaire — le premier des droits c'est de choisir sa patrie — le territoire suit le sort de la population — la conquête est illicite — on doit revenir par des transactions sur les conquêtes passées si les peuples persistent à les refuser. Les échanges sont vifs avec les pacifistes allemands. Au Congrès de la paix de Hambourg, en août 1897, les Français osent pour la première fois aborder ouvertement le sujet interdit, et plusieurs intervenants extérieurs viennent appuyer leur tentative de dialogue. Passy conclut par un beau discours sur la réconciliation.
- 43 Pour frapper les esprits, Gaston Moch publie aux *Editions de la Revue Blanche* en juillet 1899, un livre réunissant les écrits posthumes de deux anciens officiers : Egidy <sup>28</sup>, colonel de la cavalerie allemande, Moch, capitaine de l'artillerie Française. Le titre - *L'Ere sans violence* - relève de l'idéalisme allemand, tandis que le sous-titre en petits caractères - *Révision du traité de Francfort* - appartient à Moch.
- 44 Les textes du colonel prussien incluent une conférence faite en 1897, qui donne le titre au livre, et qui est une réflexion sur la stratégie de la paix et sur les voies à suivre par les Sociétés de la paix. L'auteur s'adresse à l'empereur :

Qu'on démantèle Metz et Strasbourg, et les Français seront désarmés. Qu'on fasse de l'Alsace-Lorraine un pays indépendant, et les Français seront tranquilles. Si l'Empereur savait comme il est puissant, et s'il faisait agir sa puissance dans la bonne direction, il deviendrait pour l'Humanité entière, ce qu'il aspire tant à être : le Bienfaiteur !

- 45 Suivent des notes pour quatre conférences faites à Berlin, à l'occasion du message du Tsar, et un article publié à Vienne qui montrent le style de la croisade de l'officier :

« Je ne crois pas au “ patriotisme de presse ” des Français. Derrière ce vacarme d'une petite minorité se trouve la grande masse des Français de bon sens. Quant à l'Alsace-Lorraine, – refuserions-nous d'étendre aux relations internationales la notion de l'indépendance... La Crète aux Crétois ; Cuba aux Cubains ; pourquoi pas l'Alsace-Lorraine aux Alsaciens-Lorrains ? »

(Egidy : deuxième conférence, 4 septembre 1897)

- 46 Gaston Moch raconte qu'au congrès des Sociétés de la paix de Hambourg, Egidy tint, en marge, une petite réunion privée entre Français, Allemands et étrangers ; un adversaire y parla de l'esprit revanchard français et de la désagrégation de l'Allemagne qui suivrait une concession sur l'Alsace-Lorraine : les Danois, les Polonais en demanderaient autant. Egidy répondit : « Mais justement mon bon monsieur ; c'est justement ce qu'il faut. Il faut que nous soyons débarrassés de ces gens-là. Ce n'est que quand nous serons débarrassés, que l'Empire allemand deviendra enfin un empire allemand ».
- 47 *L'ère sans violence* sort dans la discrétion. La présentation qu'en fait la *Revue Blanche* est neutre, *Le Cri de Paris* publie un simple placard, Blum ne lui consacre aucune chronique, Jaurès n'en fait pas état. Les anarchistes sont encore plus réservés envers des officiers.

## Moch promoteur de l'arbitrage des conflits internationaux

- 48 Le combat de Moch s'élargit dans un contexte multilatéral qui connaît en fin de siècle une remarquable maturation de l'idée d'arbitrage<sup>29</sup>. La France, sous le patronage de personnalités comme Frédéric Passy<sup>30</sup> est à la pointe des efforts pour inventer des mécanismes de paix qui remplacent les vieux systèmes de marchandages et de guerre entre puissances. Les Gouvernements et la Chambre adoptent une attitude plutôt positive. La franc-maçonnerie s'active avec des personnalités éminentes telles que Charles Richet auquel se joint Moch.
- 49 En Allemagne par contre, les mouvements pour la paix ne parviennent pas à se tailler une place dans le champ politique. Faute d'adhérents en nombre suffisant, la première Société de la paix allemande, la *Deutsche Friedensgesellschaft*, doit se rabattre sur l'éducation de la population. Le groupe parlementaire constitué par les libéraux en 1892 adopte, lui aussi, une ligne effacée en se plaçant essentiellement sur le plan éthique. Le roman de la baronne Bertha von Suttner, *Die Waffen Nieder* (*Bas les armes*, 1890), qui connaît un grand succès populaire, n'ouvre pas de perspectives concrètes.
- 50 Moch entre dans le circuit au VI<sup>e</sup> Congrès mondial de la paix (Anvers, 1894) : il est nommé rapporteur d'une commission chargée d'étudier une proposition de « transformation des armées guerrières-destructrices en armées pacifiques-productrices d'après la théorie de Charles Fourier (sic) », qu'il fera rejeter comme utopique. Il rédige en 1895 plusieurs articles dans des revues et publie chez Armand Colin une brochure : *Autour de la conférence interparlementaire*.

- 51 Avec Charles Richet et Emile Arnaud, il prend, à la fin de l'année 1897, le contrôle de *L'Indépendance belge*, quotidien bruxellois républicain fondé en 1831, comptant qu'il deviendra le fer de lance de leur combat pacifiste. Bruxelles est alors une plaque centrale des mouvements d'avant-garde. Mais cette opération, mal accueillie par les lecteurs s'avèrera désastreuse <sup>31</sup>.
- 52 Il est désormais engagé corps et âme dans ce combat. A la tête de la délégation permanente des *Sociétés françaises pour la paix*, il constitue un réseau personnel d'amitiés avec des leaders européens : Fredrik Bajer (Danois 1837-1932), Bertha von Suttner (Autrichienne, 1843-1914), Alfred Fried (Autrichien, 1864-1921) <sup>32</sup>...
- 53 Entre les apôtres de la non-violence, comme Tolstoï, et les propagandistes de la violence révolutionnaire, Moch trace en ingénieur une troisième voie, celle du contrôle, de l'organisation, de la hiérarchie des pouvoirs, en un mot de la démocratie, ce mot qu'on ne trouve sous aucune des autres plumes, organisée et armée. Il ne cesse de critiquer les illusions sentimentales : « je suis un pacifiste réaliste, c'est-à-dire réformiste [...]. Les quakers et tolstoïsans sont nos marxistes pontifiant dans le vide. » Selon lui, les Etats seront de plus en plus souvent placés au sein de réseaux d'accords internationaux de toute nature qui les contraindront : « En résumé, l'objection de la prétendue nécessité d'une sanction militaire de l'arbitrage a été, jusqu'ici, démentie par les faits. Et tout permet de prévoir que la croissante solidarité internationale déterminera un état de droit, grâce auquel les nations civilisées se décideront à employer les moyens précis qui leur ont été proposés pour écarter entre elles jusqu'à la crainte de devoir recourir aux armes pour sanctionner une sentence ». (*Histoire sommaire de l'arbitrage permanent*).
- 54 Une lettre circulaire du 24 août 1898 du Tsar, adressée à vingt six « Puissances », cristallise les espoirs<sup>33</sup>. Proclamant qu'une réduction des armements est possible, elle propose de tenir une conférence « qui rassemblerait dans un puissant faisceau les efforts de tous les Etats qui cherchent sincèrement à faire triompher la grande conception de la paix universelle sur les éléments de trouble et de désordre. Elle cimenterait en même temps leurs accords par une consécration solidaire des principes d'équité et de droit sur laquelle reposent la sécurité des Etats et le bien-être des peuples ».
- 55 Dans un article du 1er octobre de la *Revue Blanche* : « L'initiative du Tsar et la politique internationale républicaine » Gaston Moch met en garde contre les illusions : la voie est difficile et une déception pourrait avoir des conséquences fâcheuses. « On voit quelles objections soulève l'idée d'une réduction des armements, considérée en tant que résultat d'un concert international. J'ai toujours pensé, et mes amis du parti pacifique international savent combien de fois j'ai écrit que ce n'est pas dans cette voie que l'Europe rencontrera la fin de ses misères présentes. »
- 56 Il préconise donc une série de gestes limités allant dans le bon sens. La Russie pourrait commencer à créer le mouvement en donnant l'exemple. La France exposerait à la Conférence les principes républicains des droits des peuples, transposition internationale des droits de l'homme ; certes elle n'a guère pratiqué ces principes récemment, s'étant laissé prendre dans l'engrenage des conquêtes coloniales et des compensations entre puissances ; mais le moment n'est-il pas venu de les proclamer à nouveau et de les respecter ? Cette réunion lui offrira la chance d'exposer sa position, si mal comprise à l'étranger, sur l'Alsace-Lorraine, et acceptant le *statut quo* sous réserve d'un référendum décidé en accord avec des pays tiers, elle retournerait l'opinion internationale en sa faveur et mettrait l'Allemagne au pied du mur. Moch conclut en affirmant que l'idée

d'autodétermination, qui paraissait utopique dans un contexte d'affrontements, a cessé de l'être depuis l'initiative du Tsar.

- 57 La conférence se tient à La Haye du 18 mai au 29 juillet 1899. La délégation française est conduite par Léon Bourgeois, ancien président du Conseil. Ce grand radical, sympathisant du mouvement pacifiste se fait assister par d'Estournelles de Constant, parlementaire, ancien diplomate. Les socialistes, goguenards devant la croisade de Tolstoï, sont également sceptiques devant l'initiative du Tsar. S'en tenant à l'argumentation de son discours du 7 mars 1895 selon laquelle le capitalisme provoque la guerre « comme la nuée porte l'orage », Jaurès ironise sur Léon Bourgeois :

Nous n'avons pas joui longtemps de la douce présence du pacificateur universel. L'ange de l'arbitrage va s'envoler de nouveau vers La Haye. Ses amis expliquent qu'il ne peut accepter le pouvoir en ce moment parce qu'il manœuvre victorieusement contre l'Allemagne dans le champ clos de la diplomatie.

(Jaurès, *La Petite République*, 23 juin 1899)

- 58 Les résultats ne sont pas à la hauteur des espoirs, mais un processus multilatéral est officiellement engagé. Et les responsables des délégations française et allemande ont manifesté une discrète et toute nouvelle connivence.

## Les premières années du XXe siècle

- 59 Tandis que les juristes mettent lentement en place les organes prévus à La Haye, Moch bat la campagne : il intervient en 1900 au Congrès international du commerce et de l'industrie qui a inscrit à son ordre du jour la question de l'influence des lois militaires de chaque pays sur son développement. Son rapport : « Ce que coûte la paix armée et comment en finir » est adopté à l'unanimité et publié. La même année, il présente à Paris au Congrès international de philosophie une communication sur l'arbitrage universel et il publie un article sur l'Espéranto. Deux ans plus tard, il diffuse un texte sur *Le droit de légitime défense et les traités d'alliance défensifs* dont il analyse le danger qui provoquera le désastre de 1914.
- 60 Il rallie à sa cause le prince Albert Ier de Monaco qui approchera (sans succès, mais cela méritait d'être tenté) le Kaiser grâce aux relations entre les familles régnantes en Europe. Nommé en janvier 1902 chef de cabinet, Moch attire dans la principauté le XIe Congrès de la paix au cours duquel est adopté un modèle de traité de « pacigérance » promu par Bajer et Arnaud. L'année suivante, le prince crée l'*Institut International de la Paix* et lui en confie la direction <sup>34</sup>.
- 61 L'espoir de réconciliation franco-allemande n'est pas perdu : en 1904 un pacifiste allemand, le docteur Molenaar, aussi isolé que l'était en son temps Egidy, lance une ligue franco-allemande en avançant des idées proches de celles de Moch.
- 62 1905 est l'année de tous les espoirs. Le congrès universel de la paix à Lucerne adopte le principe de l'autodétermination, base d'un processus vers un compromis. Le service militaire est enfin réduit à deux ans en France. Moch publie une plaquette au titre piquant *Vers la Fédération d'Occident : désarmons les Alpes* : il se félicite de l'Entente cordiale, arrangement colonial franco-anglais qui montre qu'avec de la volonté on peut s'entendre de Puissance à Puissance ; mais la Convention de travail franco-italienne qui vient d'être signée lui semble encore bien plus prometteuse :

Elle marque le début d'une ère ; elle est symptomatique des préoccupations de l'humanité nouvelle, tournée vers le travail productif, et non plus vers la spoliation

brutale ; vers l'entraide fraternelle et non plus vers les rivalités stériles. Et si elle n'a fait passer aucune province d'un pays à l'autre, elle fait mieux : elle a, dans une certaine mesure, annexé en entier deux pays l'un à l'autre, puisqu'elle assure à leurs citoyens, sur la terre dite étrangère, les avantages dont ils jouissent dans leur propre patrie ; elle a littéralement doublé la patrie pour les travailleurs français et italiens ! [...] La jeune Europe, tant de fois plaisantée ou décriée par eux, surgit enfin, et ceux qui devraient éclairer l'opinion publique ne savent que dire. Mais qu'il survienne encore un petit nombre de traités analogues à celui-là, et les Etats qui les auront conclus ne seront-ils pas pratiquement fédérés, alors même qu'ils ne s'appelleraient pas officiellement les Etats-Unis ?

(Moch, *Vers la fédération d'Occident*)

- 63 Il propose donc de retirer les armées alpines, créant une zone démilitarisée comme celle qu'il avait proposée de part et d'autre du Rhin.
- 64 Il dresse dans *l'Histoire sommaire de l'arbitrage permanent*, un état encourageant des engagements mondiaux au 1er mars : cent vingt trois traités, dont quatre-vingt neuf postérieurs à la Conférence de La Haye, prévoyant le recours à l'arbitrage. Il reconnaît que la portée de cette disposition est limitée par la clause de réserve, sauf pour l'accord entre le Danemark et les Pays-Bas ; mais, observe-t-il, en sauvegardant le dangereux amour-propre des Puissances, le traité d'arbitrage se rend plus acceptable.

## Après 1905

- 65 Il ne signera plus par la suite de semblables proclamations. L'Histoire a tourné dans le mauvais sens. L'affrontement des deux blocs est en germe dans la déclaration du Kaiser à Tanger. Jaurès, qui avait été neutralisé lorsqu'il était vice-président de la Chambre par la pratique du domaine réservé, est maintenant entravé par l'accord constituant la SFIO imposé par les sociaux-démocrates et dominé par Guesde.
- 66 Les intellectuels ayant le sentiment d'avoir rempli leur rôle en sauvant Dreyfus et en imposant la laïcité, peu satisfaits de la tournure de ces événements, se démobilisent<sup>35</sup> pour retourner à leur vocation première ou à des activités alimentaires « J'enrage d'être obligé de donner le plus clair de mon temps à des affaires industrielles qui ne suffisent guère à me donner le nécessaire [...] J'aimerais mieux travailler pour nos idées, je crois que je ferais de meilleure besogne, plus utile » écrira-t-il à Fried en avril 1912<sup>36</sup>. Comme Charles Andler<sup>37</sup> par exemple, Moch ne partage pas les illusions de Jaurès sur le pacifisme des sociaux-démocrates allemands. Ayant gardé ses contacts, il informe discrètement ses correspondants de la mise au point du plan allemand d'invasion de la France par la Belgique<sup>38</sup>.
- 67 Affirmant progressivement son leadership moral, Jaurès, au retour du congrès de l'Internationale socialiste de Stuttgart où il s'est heurté une fois de plus au blocage de ses correspondants allemands, évoque en août 1907 la démocratie, les milices et le recours à l'arbitrage international qu'il bocardait sept ans plus tôt.. Reprenant le titre de la plaquette initiale de Gohier, il met en forme en 1909 sa doctrine dans *L'Armée nouvelle*<sup>39</sup> : il y réhabilite le patriotisme et construit avec l'assistance d'officiers, parmi lesquels le commandant Emile Mayer et des francs-maçons groupés dans une loge peut-être en relation avec Moch<sup>40</sup>, un projet qui s'inspire, sans la citer, de l'analyse de celui-ci.
- 68 Le retour en 1913 du service de trois ans marque la montée du risque de guerre. Dans le débat parlementaire du mois de juin, c'est Vaillant, le révolutionnaire historique, qui brandit le livre de Gaston Moch. En janvier, celui-ci avait transféré à Paris l'Institut de la

Paix <sup>41</sup> en vue de le réorganiser et de lui donner plus d'ampleur et d'audience. Il s'agit d'appuyer les deux branches du pacifisme : le comité d'entente franco-allemand aboutissement en février 1912 des efforts de Ruysen, auprès des Sociétés de la paix des deux pays, et la ligue franco-allemande constituée par les parlementaires. Moch presse le mouvement aux réunions de celle-ci à Berne en mai 1913 et à Bâle en mai-juin 1914 il prévoyait, avant la déflagration, d'aller à celle de Vienne en septembre.

69 Au début de la guerre, tandis que son fils aîné, reçu à Polytechnique <sup>42</sup> se distingue sur le front, il s'engage et devient secrétaire général adjoint de la commission supérieure des inventions intéressant la défense nationale, poste dans lequel, indique une note de 1917 le proposant au grade de chef d'escadron, il rend de précieux services par sa valeur technique et sa sûreté de jugement. Clemenceau, Président du Conseil, lui adresse le lendemain de la victoire une lettre de remerciement pour la contribution qu'il a apportée en introduisant en France le fretage des canons par des fils d'acier.

70 Après la guerre, secrétaire de l'association nationale pour l'esperanto, il en fait la promotion par des traductions, celle d'un livre de Tristan Bernard par exemple. Il publie deux livres sur la théorie de la relativité qui n'avait pas encore droit de cité <sup>43</sup> : *La relativité des phénomènes* en 1921 dans la collection de la philosophie scientifique de Flammarion, *Initiation aux théories d'Einstein* en 1922 chez Larousse. Il gravit aussi les échelons de la franc-maçonnerie, devenant Vénérable de Lalande, puis des Trinitaires et enfin Grand secrétaire adjoint de la Grande Loge de France.

71 En 1932, le retour des menaces l'incitera à se manifester auprès de sa section de la Ligue des droits de l'homme pour demander que l'on tire les conséquences stratégiques de la capacité destructive des armes qui frapperont désormais la population civile, et dénoncer le caractère suranné des plans de fortification <sup>44</sup>. Pour alerter l'opinion, il diffusera ses notes en 1935 dans une brochure testament.

Avec les moyens d'action dont on dispose aujourd'hui, avec ceux qu'on est peut-être en train de mettre au point en ce moment même, tout est changé : ce n'est pas par des opérations d'assez longue durée, invasion et occupation, qu'on imposera sa volonté à l'adversaire, c'est en détruisant presque instantanément une portion de son territoire, population comprise – et l'on fera cela aussi loin que possible de la frontière [...].

On continue donc, chez nous et dans d'autres pays, à organiser une défense nationale surannée et impuissante. On croit encore à l'utilité des troupes de couverture et l'on s'efforce de leur assurer de gros effectifs permanents [...] et, de même, on exécute, à nos frontières, pour 2 700 millions de fortifications qui ne peuvent servir à rien

(Gaston Moch : Comment se fera le désarmement. Chimères et réalités, 1935)

72 Cette nouvelle anticipation ne peut manquer d'être rapprochée de celle de Charles de Gaulle dont Emile Mayer était en ces années devenu le conseiller. C'est la troisième fois, après l'affaire Dreyfus et la rédaction de *L'Armée nouvelle*, que nous voyons se croiser les parcours intellectuels de Moch et de Mayer, penseurs lucides d'une réforme de l'armée dans une double direction – plus proche des citoyens et plus technique à la fois. Isolés, peut-être un peu rivaux, ils furent malheureusement ignorés de l'état major.

73 La mémoire de l'action inlassable et lucide de Moch en faveur d'une Europe pacifiste n'a pas été mieux servie. Parmi les grands combattants de la paix du début du siècle, il est l'oublié du prix Nobel qui a récompensé tant d'autres de ses compagnons jusqu'à la fin des années vingt. Ses attitudes pragmatiques d'ingénieur, son refus de toute emphase ainsi

que sa discrétion de militaire chargé de renseignement, ne le désignaient sans doute pas pour ce piédestal.

- 74 Une autre raison est intervenue ensuite : il n'aimait pas le mot pacifisme, et, certes, ne pouvait se reconnaître au début des années trente dans le mouvement pacifiste intégral, renonçant à tout emploi de la force pour défendre les valeurs essentielles. Mais la distinction est rarement faite, et la seconde génération de pacifistes a projeté son ombre sur la première. Telle est, je le suppose au terme de cette enquête, la principale raison du silence de Jules Moch, héros de deux guerres, qui avait hérité de sa combativité.
- 75 *Signalons en conclusion de cet article que son auteur, Paul-Henri Bourrelier, a fait paraître en 2007 un livre fort documenté et remarqué par la critique : « La Revue Blanche – une génération dans l'engagement 1890-1905 », Editions Fayard, 1199 pages.*



## NOTES

1. Enquête qui a débuté dans le cadre de la rédaction de mon livre : *La Revue Blanche, une génération dans l'engagement* (Fayard, septembre 2007) qui m'a conduit à prendre contact avec son petit fils Raymond Moch. Les archives de la famille ont été saisies par les Allemands durant la guerre et n'ont pas été récupérées comme d'autres à Moscou ; c'est sans doute une des raisons pour lesquelles Jules Moch, si prolifique, qui portait à son père une grande affection et lui devait ses premiers contacts avec Léon Blum, a été si discret sur lui. Des d'informations sur Gaston Moch ont été recueillies par Verdiana Grossi pour son livre *Le pacifisme européen, 1889-1914*, Bruylant, 1994, auprès de Raymond Moch et des fonds d'archives sur les mouvements de la paix.
2. Jules Moch est fils de Félix Moch et de Marie Lévy. Voir son dossier aux archives de la Défense, armée de terre, Vincennes ; la notice de la *Jewish Encyclopedia* (1903) et le livre de Gaston Moch : *Sedan, les derniers coups de feu* (1898). Emma, fille du rabbin Levi, et de Henriette Meyer, née à Mannheim, lui apporte une dot de 34000 francs placés en rentes et 5000 de biens mobiliers.
3. Quelques Juifs avaient atteint ce grade, un celui de général. Voir à ce sujet les ouvrages de Pierre Birnbaum.
4. Zadoc Kahn : *Souvenirs et regrets*, recueil d'une centaine d'oraisons prononcées entre 1868 et 1898. Le Grand Rabbin de France a honoré ainsi quatre autres militaires : deux commandants morts en 1870-1871, un colonel et le capitaine Armand Mayer tué en duel en 1892. Il décrit chez Moch un judaïsme familial de tradition tolérante : « chaque fois que les circonstances le permettaient, il faisait acte d'Israélite » avec « l'heureuse alliance qui l'avait fait entrer dans la famille d'un des ministres de notre culte les plus dignes et les plus vénérés ».



5. Registre matricule de l'Ecole polytechnique. Se déclarer catholique était se fondre dans la communauté de l'école, se déclarer sans religion eût été se distinguer aussi bien qu'en se posant en Juif.

6. Pontremoli est un patronyme juif italien emprunté à la ville de Toscane. Zadoc Kahn salue en 1882 en Salvador Pontremoli, peut-être le père de Mme Gaston Moch, un grand personnage. Dans la génération suivante un architecte se fera un nom sur la côte d'Azur.

7. La *Revue bleue* est un mensuel politique et littéraire bien documenté et patriotique diffusé par Hachette. Gaston Moch utilise le pseudonyme de Patiens (l'allusion est claire) dans plusieurs publications. Son texte fait état des perfectionnements des armements et des progrès de la puissance de feu. La lutte, en cas de conflit armé, « se prolongerait jusqu'à l'épuisement de l'un des adversaires, et laisserait l'autre presque aussi gravement atteint que lui ». Il ne faut pas s'attendre, comme en 1870, à une victoire rapide d'un des deux camps : si par exemple les Allemands, après un premier succès, parvenaient à occuper une partie du territoire français, la guerre se poursuivrait car les ressources de la défense seraient loin d'être épuisées. La France, pouvant résister efficacement, aurait quelque chance de gagner, mais dans quel état ? En outre la conflagration s'étendrait à d'autres pays, ruinant tout le continent. Les prédictions de Moch ne se sont pas toutes avérées justes : par exemple l'idée que le front serait moins meurtrier que lors des précédentes guerres, les troupes se dispersant pour éviter la puissance terrible du feu.

8. L'envoi de la démission est daté de 1893 par Jules Moch dans un article du numéro de juillet 1978 de *La Jaune et la rouge*, revue des anciens polytechniciens. Pour les dates d'acceptation et de notification (cette dernière le 11 juin) voir les archives de la Défense. Gaston Moch dans sa déposition auprès de la Cour de cassation, soulignera que le manuel d'instruction de l'artillerie en campagne ne devait pas être si confidentiel que l'accusation le prétendait puisqu'il lui avait été adressé sans précaution quelques semaines après la notification.

9. Un conflit entre les ministères de la Guerre et de la Marine avait retardé d'un an l'expédition à Madagascar. Moch prend parti pour la prééminence du ministère de la Guerre, argument pris qu'en cas de guerre l'adversaire principal serait l'Allemagne, et que les zones de conflit impliquant la marine seraient secondaires. Il en profite pour proposer de donner à l'entité regroupée le titre de ministère de la Défense Nationale.

10. Sur la crise de l'armée, et la tension entre officiers sortis du rang et diplômés, voir André Bach *L'Armée de Dreyfus*, Jérôme Elie : « L'arche sainte fracturée » dans *La France de l'affaire Dreyfus*, Doise et Duclert dans *L'affaire Dreyfus et le tournant du siècle*, et la biographie de Dreyfus par Duclert.

11. C'est probablement une seconde raison de la discrétion de Jules Moch, tenu dans l'ignorance par son père.

12. Sources : registres de l'Ecole polytechnique. La promotion 1878 de l'Ecole polytechnique compte 226 élèves qui déclarent pratiquer les religions suivantes : 209 catholiques, 8 protestants, 5 juifs (dont Dreyfus et deux fils de rabbin), 1 orthodoxe grec, 3 sans religion. L'effectif total et le pourcentage d'élèves pratiquant la religion juive sont dans la moyenne de cette période. 103 élèves choisissent à la sortie de faire carrière dans l'artillerie, ce qui est aussi un chiffre moyen puisque de 1872 à 1882, pour des promotions comptant de 191 à 258 élèves, le nombre d'artilleurs se situe entre 70 et 149. 4 des 5 élèves de religion juive de la promotion 1878 choisissent cette arme.

13. Sur ces démarches de Gaston Moch, voir Verdiana Grossi. Le correspondant danois était Frederik Bajer, ami de Petersen rédacteur en chef de *Politikken*.

14. Voir le texte publié de l'enquête de la Cour de cassation. La direction de l'artillerie qui voulait se doter d'un canon à tir rapide, misait sur le calibre 75 qui utilisait un brevet Krupp, et masquait sa décision par l'annonce de la mise en fabrication d'un canon de 120 à tir rapide qui n'était pas réalisable. C'est le canon de 120 que mentionnent les pièces du dossier secret et que Moch, dans sa déposition, situe par rapport aux armements étrangers. On sait maintenant que les

services allemands avaient depuis une dizaine d'années un informateur à l'état major français qui leur transmettait les plans de mobilisation. Le circuit ne passait pas par l'ambassade surveillée par le service de contre-espionnage de l'état-major. Il n'est pas exclu que les services allemands aient « égaré » volontairement le bordereau pour essayer de tirer au clair les véritables projets d'armement français.

15. Le fait d'avoir composé le Conseil de guerre de Rennes avec une majorité d'officiers non techniciens, plus facilement impressionnés par l'état-major, est une des erreurs du gouvernement. Sur les polytechniciens et l'affaire Dreyfus, voir Hubert Lévy-Lambert dans *La Jaune et la rouge*, janvier 1995, ainsi que dans la présente revue. Les officiers de haut grade, souvent dévoyés par des ambitions politiques, en tête desquels le général Mercier (promotion 1852), étaient en grande majorité antidreyfusards. Jouaust (promotion 1858), Président du Conseil de guerre de Rennes, a néanmoins voté pour l'acquittement. Hartmann participera en 1901 aux conciliabules entre Havet, Reinach et Dreyfus comme celui-ci l'expose dans ses *Carnets*. François Fonds-Lamothe avait été stagiaire en même temps que Dreyfus à l'Ecole de guerre. Il avait admis d'abord la véracité de l'accusation. Le corps professoral à l'Ecole polytechnique s'est largement engagé, subissant des sanctions qui pour l'un au moins d'entre eux furent dramatiques.

16. Jusqu'à l'Affaire, Dreyfus et Moch ne se connaissaient que vaguement. Dreyfus, interrogé par Paty du Clam en 1894, nie avoir demandé des renseignements sur le frein à Moch mais ne nie pas l'avoir vu. Leurs retrouvailles sont décrites par Jules Moch dans son article de *La Jaune et la Rouge*. Moch se refusa à publier les lettres qu'ils avaient échangées.

17. Tout en considérant que c'est pour Dreyfus une affaire personnelle, bien distincte des combats politiques collectifs.

18. Freycinet, né en 1828, polytechnicien (promotion 1846), ingénieur du corps des Mines, ancien président du conseil. Ministre de la Guerre, il s'oppose à la Cour de cassation et sanctionne les professeurs à l'Ecole polytechnique qui soutiennent la révision.

19. Les attaques de Gohier révélaient par exemple Joseph Reinach, un des chefs de file dreyfusards.

20. Texte de la note : « Ce dernier système est préconisé par M. Urbain Gohier. A ma connaissance, il n'a jamais été soutenu par aucun officier ».

21. Moch avance le schéma suivant : Armée traditionnelle = armées permanentes sur un pied réduit. Armée de milice = armée intermittente mais complète. Il soutient que la préparation à la guerre est meilleure dans le second cas, car les officiers d'une armée traditionnelle ne connaissent pas les troupes qu'ils auront à commander ; dans l'armée de milice les officiers instructeurs sont les cadres intellectuels de la nation bénéficiant de prestige et d'autorité morale. Il ajoute enfin que la suppression de trois années de caserne permettra le mariage plus jeune et aura un effet positif sur la croissance de la population.

22. Le général André, polytechnicien, n'avait pas été dreyfusard. Son action aboutira au scandale des fiches qui provoquera, par exemple, le départ de Hartmann de l'armée, et la démission de Reinach de la Ligue des droits de l'homme.

23. Jibé affirme que l'uniforme rouge ne se discerne pas mieux que d'autres par les tireurs placés à distance. Il se déclare sûr que l'armée aura prochainement un canon d'artillerie lourde moderne : l'intoxication continue.

24. Les craintes de mouvements subversifs fait douter qu'une proposition de milice puisse y être adoptée. D'autre part, la stratégie défensive, même si elle est efficace en dernier ressort, expose le pays qui la pratique à être ravagé ; Moch en était conscient : dans ses articles de *La Nouvelle République*, il répond à ses contradicteurs éventuels que sa proposition s'adresse à l'ensemble des pays européens ; cet argument n'est pas dépourvu d'arrière-pensées car il savait que l'Allemagne avait choisi l'offensive.

25. Lettre en possession de R. Moch, citée dans l'ouvrage de V. Grossi.

26. F. de Darstein (1838-1912), ingénieur du corps des Ponts et Chaussées, enseigne à Polytechnique de 1867 à 1910.

27. Le projet de Moch est clairement européen. Les cartes, sur lesquelles il trace les frontières selon les trois résultats possibles du vote d'autodétermination, ne diffèrent pas fondamentalement. Moch envisageait, me semble-t-il, un vote en faveur de l'indépendance comme la plus probable et souhaitable dans sa vision de la construction européenne.

28. Descendant par sa mère d'une famille française protestante émigrée au XVII<sup>e</sup> siècle, petit-fils d'un soldat de Napoléon, fils d'un capitaine de l'armée prussienne, Egidy (1847-1899) a été contraint de démissionner, après avoir accédé à l'âge de 42 ans au grade de lieutenant-colonel, pour avoir publié un livre, *Pensées sérieuses*, sur le sens du christianisme originel et les déviations de la religion. Libéré de toute obligation, il se voue dès lors à une véritable croisade pour réformer les institutions prussiennes en vue du progrès social et de la paix. D'une audace et d'une énergie extraordinaire, il n'hésite pas à heurter l'Eglise, la bourgeoisie et la noblesse. Il prononce des discours devant des publics conquis, traitant tous les thèmes sociaux et prenant parti pour la révision d'une erreur judiciaire (Ziethen), équivalent allemand de l'erreur commise contre Dreyfus.

29. La fondation des Sociétés de la paix remontait à la première moitié du siècle. Cinq congrès internationaux se sont tenus dans les années qui ont suivi la traînée révolutionnaire de 1848, sans aboutir à des dispositions concrètes. Le mouvement s'amplifie après le Congrès de 1878 réuni à Paris lors de l'Exposition universelle. De nombreuses Sociétés de la paix se constituent et tiennent en principe chaque année un *Congrès universel*, tandis qu'un *Bureau international de la paix* est établi à Berne en 1891 pour centraliser leurs travaux. En 1889 lors de la nouvelle exposition universelle de Paris, une *Union interparlementaire pour l'arbitrage international* est instituée avec un *Bureau interparlementaire* installé lui aussi à Berne. Cette *Union* organise des visites réciproques et tient des conférences annuelles. Enfin, la fondation en 1893 d'un *Institut de Droit international* et d'une *Association de la paix par le droit* vient appuyer ces deux groupes d'institutions. Le processus d'arbitrage pour la résolution pacifique des conflits se précise au fil des *Congrès de la Paix* et des *Conférences Interparlementaires* : un projet de code de l'arbitrage international est proposé par le *Congrès de la paix* de 1894 ; il est complété en 1895 par un projet de Cour permanente d'arbitrage que le président de la *Conférence interparlementaire* adresse en 1896 aux gouvernements, sous forme d'un *Mémoire aux Puissances*.

30. Leaders français des institutions pour la paix et l'arbitrage international : Neuf grands pacifistes français au tournant du siècle :

Nom	Titres	Association de la paix par le droit	Société Française pour l'arbitrage entre les nations	Délégation permanente des sociétés françaises de la paix	Ligues diverses
M. Arnaud				V-P fondateur	Pt LIPL
L. Bourgeois	Anc. Pt du Conseil des ministres, Délégué à la Conférence de La Haye, prix Nobel			V-P	AFSDN
F. Buisson	Dr de l'Enseignement primaire, prix Nobel			V-P	Pt Ldh
D'Estournelle	Sénateur Délégué à la Conférence de La Haye				divers
Ch. Lemonnier	Saint-simoniens, Franc-maçon				Fondateur et Pt LIPL
G. Moch	Ancien officier, franc-maçon			Pt. fondateur	Comité LIPL Pt de l'Institut de Monaco
F. Passy	Député, membre de l'Institut		Pt fondateur		Membre du BIP et de la LIPL
Ch. Richet	Prof. médecine, membre de l'Institut, prix Nobel		Pt	Pt	divers
T. Ruysen	Normalien, agrégé	Pt. fondateur			Secrétaire de l'Union internationale SDN

LIPL : Ligue

Internationale de la paix et de la liberté Ldh : Ligue des droits de l'homme

AFSDN : Association française pour la Société des Nations

BIP : Bureau interparlementaire

31. l'achat de *L'Indépendance belge* avait coûté un demi-million de francs ; à supposer que Moch ait apporté le tiers, l'opération engageait une part notable de sa fortune.

32. Les lettres à ces trois amis ont été conservées. Bien que deux de ses amis fussent autrichiens, Moch, comme ses contemporains parisiens, n'a pas tenté de jouer la carte de l'Autriche pour promouvoir une Europe pacifiste. Une chance a peut-être été manquée (comme elle le sera encore au cours de la guerre).

33. Accédant au trône en 1894 à l'âge de vingt six ans, Nicolas II, mal préparé à ses fonctions, amorce une politique étrangère ambitieuse : il confirme la démarche vers une alliance avec la France engagée par Alexandre III, et y effectue un voyage triomphal en octobre 1896. Il intensifie l'expansion russe à l'Est en s'appropriant Port-Arthur, en déclarant que la Mandchourie et le Turkestan chinois s'inscrivent dans sa zone d'influence et en continuant à digérer l'expansion de l'Empire vers le sud. Ses sentiments pacifistes étaient sans doute sincères mais contredits par cette politique expansionniste et trahis par son entourage.

34. Les archives de l'Institut semblent perdues. Créé par une ordonnance du 20 février 1903, il avait son siège dans la chapelle de l'ancien Hôtel-Dieu de Monaco. Ses statuts lui fixaient pour objet « la publication de travaux documentaires concernant le droit international, la solution des différends internationaux, la statistique des guerres et des armements, le développement des institutions internationales, la propagande et l'enseignement pacifiques ». Il publia une quinzaine de brochures signées de Moch, Fried, Bajer... La Grande Guerre provoquera sa disparition de fait, bien avant la mort du Prince Albert 1er en 1924.

35. Sur le tournant de l'année 1905 voir *La Revue Blanche, une génération dans l'engagement..*

36. Cité par V. Grossi.

37. Andler, germaniste et socialiste, ami intime de Lucien Herr, proche de Péguy et de la *Revue Blanche* est attaqué par les nationalistes pour avoir emmené ses élèves en Allemagne et par le

parti socialiste pour avoir écrit que les sociaux-démocrates allemands ne s'opposeraient pas à la guerre.

**38.** Plan Schlieffen qui sera perfectionné d'année en année jusqu'à son application en 1914.

**39.** L'absence de référence à Moch pose plusieurs questions : comment se fait-il que Jaurès, dont la mémoire était proverbiale, ait oublié les articles de Moch dans *La Petite République* ? Emile Mayer a-t-il fait écran ? Pourquoi Moch n'a pas pressé Jaurès de se rallier plus tôt à l'arbitrage international ? Sans doute, comme nous l'avons suggéré s'était-il éloigné de lui en 1905 en raison de son aveuglement envers les sociaux-démocrates allemands et de sa faiblesse envers Hervé, l'aile gauchiste antipatriote de la SFIO. Selon Jules Moch dans *Rencontres avec Léon Blum*, son père a demandé à Blum de transmettre ses reproches au leader socialiste qui, pour réparer son omission, proposa de lui ouvrir les colonnes de *L'Humanité*.

**40.** La loge « Avenir » composée d'officiers avait réalisé un travail important sur ce sujet.

**41.** En faisant préalablement annuler par ordonnance la disposition fixant le siège à Monaco.

**42.** Jules Moch 1893-1985, promotion 1912. Le second fils de Gaston Moch, François (1900-1986), a aussi été polytechnicien (promotion 1918).

**43.** Voir *Einstein, un siècle contre lui* d'Alexandre Moatti (Odile Jacob, 2007).

**44.** Cette brochure reproduit en première partie un texte ancien : *Comment se fera le désarmement* ; en seconde partie elle reproduit les notes rédigées en 1932 pour la *Ligue des droits de l'homme*. Dans ce testament, Moch s'efforce de mettre en pièces des idées préconçues par les affirmations suivantes : l'échec d'une conférence de désarmement avec l'Allemagne nazie est inévitable, il n'est pas possible de distinguer entre armes défensives et armes offensives, il est illusoire de proscrire certaines armes jugées plus inhumaines que d'autres, les Français ont été précurseurs dans l'utilisation de gaz asphyxiants, l'arme biologique sera l'arme du pauvre... Moch accorde une grande importance aux armes de destruction massive — ses livres sur la relativité lui ont-ils fait pressentir l'arme nucléaire ? Son ami Richet faisait la réflexion suivante dans son *Etude sur l'arbitrage international* (1899) : « si, par bonheur, on pouvait inventer un explosif capable de détruire, à vingt kilomètres, une ville entière, ou d'anéantir une armée, on aurait rendu, par son horreur même, toute guerre impossible [...]. En somme tous les engins nouveaux qu'on a vu créer ne peuvent être que salutaires à notre cause ».

---

## AUTEUR

PAUL-HENRI BOURRELIER

X1952, Ingénieur général des mines